

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

RAPPORT ANNUEL 2025



Mandat

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO ou la Société) est l'une des cinq entités établies en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité* (la Loi) dans le cadre de la réorganisation de l'ancienne Ontario Hydro en 1999.

Ontario Hydro a été réorganisée de manière à devenir Ontario Power Generation Inc. (OPG), Hydro One Inc. (maintenant une filiale de Hydro One Ltd, ou Hydro One), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), l'Office de la sécurité des installations électriques et la SFIEO.

Conformément à la Loi, la SFIEO doit s'acquitter des tâches suivantes :

- Gérer ses créances, les risques financiers et les passifs, y compris la dette de l'ancienne Ontario Hydro;
- Gérer les contrats conclus par l'ancienne Ontario Hydro avec des producteurs privés d'électricité (PPE);
- Recevoir tous les paiements et administrer les autres éléments d'actif et le passif, les droits et les obligations de la Société qui n'ont pas fait l'objet d'un transfert à une autre des sociétés remplaçantes d'Ontario Hydro, et en disposer de la façon qu'elle juge appropriée ou selon les directives du ministre des Finances;
- Apporter une aide financière aux sociétés remplaçantes d'Ontario Hydro;
- Conclure des ententes de nature financière ou autre visant l'approvisionnement et la gestion de la demande de l'Ontario en électricité; et
- Prendre en charge toute autre responsabilité précisée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

La SFIEO a recours aux services de l'Office ontarien de financement (OOF) et du ministère des Finances pour l'exécution de ses opérations courantes selon le principe du recouvrement des coûts. L'OOF est l'organisme de la province de l'Ontario ayant pour mandat d'exécuter des emprunts et de gérer les dettes pour la province.

Table des matières

Message du président et directeur général	4
Commentaires et analyse de la direction	5
FAITS SAILLANTS DE 2024–2025	5
Résultats financiers	5
Revenus et dépenses	5
Programme d'emprunt	6
Dettes et passif	6
Revenus spécifiques	7
Gestion des risques	7
Autres responsabilité et priorités	7
Gestion des contrats d'approvisionnement en électricité	7
Appuyer la mise en œuvre des politiques gouvernementales en matière d'électricité	7
Actifs situés sur des réserves	8
Transformation numérique	8
Diversité et inclusion	8
Gouvernance générale	9
Obligation de rendre compte et responsabilités	9
Conseil d'administration	10
Présentation de l'information financière	11
Contrôles internes	11
Politiques et méthodes de gestion des risques	12
Vue d'ensemble	12
Politique sur le risque de marché	12
Politique sur le risque de crédit	12
Politique de recours aux instruments dérivés et financiers	13
Politique de rapports sur la gestion des risques	13

Risque opérationnel	13
États financiers	15
Responsabilité de la direction en matière d'information financière	15
Rapport du vérificateur indépendant	16
État de la situation financière	19
État des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé	20
État des gains et pertes de réévaluation	21
État de l'évolution de la dette nette	22
État des flux de trésorerie	23
Notes afférentes aux états financiers	25
Autres sources d'information	40
Sur Internet	40
Demandes de renseignements	40

Message du président et directeur général

Nous sommes ravis de présenter le Rapport annuel 2025 de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), qui décrit les faits saillants en matière d'exploitation et les résultats financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Tout au long de l'exercice 2024-2025, la SFIEO a poursuivi la réalisation de son mandat et de ses priorités énoncés dans sa lettre d'orientation annuelle. La SFIEO n'a pas de personnel à proprement parler; ses opérations journalières sont assurées grâce à des ententes de service avec l'Office ontarien de financement (OOF) et le ministère des Finances. Ces ententes permettent à la SFIEO, à l'OOF et au Ministère de collaborer de manière efficace et rentable.

La dette totale et les passifs de la SFIEO s'élèvent à 11,9 milliards de dollars, par rapport aux 38,1 milliards de dollars hérités par la Société lors de sa création le 1^{er} avril 1999, à la suite de la restructuration d'Ontario Hydro. Au fil du temps, le passif non provisionné de la SFIEO a diminué dans le cadre du programme de remboursement de la dette du gouvernement, les revenus de la SFIEO étant réservés au secteur de l'électricité pour l'aider à rembourser sa dette et ses autres passifs.

La situation financière de la SFIEO affiche un déficit accumulé de 2 884 millions de dollars au 31 mars 2025, par rapport à 3 149 millions de dollars au 31 mars 2024.

Au cours de l'exercice 2025-2026, la Société continuera à gérer ses dettes et son passif de manière efficace et rentable, et appuiera la mise en œuvre des politiques et des initiatives de la province en matière d'électricité.



Jason Fitzsimmons
Président



Gadi Mayman
Vice-président et chef de la direction

Commentaires et analyse de la direction

FAITS SAILLANTS DE 2024-2025

- Un excédent d'exploitation annuel de 273 millions de dollars pour la SFIEO.
 - Un déficit accumulé de 2 884 millions de dollars en fin d'exercice (3 149 millions de dollars au 31 mars 2024), par rapport à un passif initial non provisionné de 19,4 milliards de dollars au 1^{er} avril 1999, lors de la création de la SFIEO à la suite de la restructuration de l'ancienne Ontario Hydro.
 - La réalisation de ses priorités énoncées dans sa lettre d'orientation et son plan d'activités 2024-2025.
 - La gestion rentable de sa dette et d'autres passifs s'est poursuivie. Entre le 31 mars 2024 et le 31 mars 2025, le total de la dette et des autres passifs a diminué de 0,3 milliard de dollars, pour s'établir à 11,9 milliards de dollars.
 - Les dépenses totales ont diminué de 41 millions de dollars par rapport à 2023-2024, notamment en raison de la réduction des coûts de la dette.
-

Résultats financiers

Revenus et dépenses

Les revenus totaux pour 2024-2025 étaient de 973 millions de dollars, soit une diminution de 109 millions de dollars par rapport à 2023-2024. Les revenus comprenaient 490 millions de dollars en revenus d'intérêts de la province et d'OPG, 227 millions de dollars en redevances sur le revenu brut, 170 millions de dollars en paiements tenant lieu d'impôts, 40 millions de dollars en recouvrements de contrats d'approvisionnement en électricité et 36 millions de dollars en transfert de l'impôt provincial sur les sociétés.

La diminution des revenus est surtout liée à la baisse des paiements tenant lieu d'impôts (100 millions de dollars), des revenus d'intérêts (16 millions de dollars) et des recouvrements de contrats d'approvisionnement en électricité (1 million de dollars).

Le total des dépenses s'établissait à 700 millions de dollars, soit une baisse de 41 millions de dollars par rapport à l'exercice 2023-2024, en raison surtout de la réduction des frais d'intérêt sur la dette, ce qui reflète principalement la diminution de la dette de la SFIEO. Les dépenses comprenaient des paiements d'intérêts sur des créances de 594 millions de dollars, des frais de garantie de paiement de 60 millions de dollars et des coûts de 40 millions de dollars au titre des contrats d'approvisionnement en électricité.

Globalement, l'excédent d'exploitation était de 273 millions de dollars, contre 341 millions de dollars en 2023-2024.

Programme d'emprunt

En 2024-2025, la SFIEO a utilisé les réserves de liquidités et a contracté des emprunts de 0,6 milliard de dollars à long terme et de 0,6 milliard à court terme auprès de la province afin de payer les passifs à long terme échus de la SFIEO, dont le montant s'élevait à 1,6 milliard de dollars.

Dettes et passif

La SFIEO a hérité de 38,1 milliards de dollars de dettes et autres passifs de l'ancienne Ontario Hydro lors de sa restructuration en 1999. Faisait partie de cette somme une dette totale de 30,5 milliards de dollars.

Une partie de la dette de 38,1 milliards de dollars a été contrebalancée par la valeur de l'actif des sociétés remplaçantes d'Ontario Hydro, laissant une dette insurmontable de 20,9 milliards de dollars non couverte par ces actifs. Le passif non provisionné initial de la SFIEO s'élevait à 19,4 milliards de dollars, soit le montant de la dette insurmontable, déduction faite d'un actif supplémentaire de 1,5 milliard de dollars.

Au 31 mars 2025, le total des dettes et autres passifs s'élevait à 11,9 milliards de dollars, dont une dette totale de 11,6 milliards de dollars. Ce chiffre est à comparer au total des dettes et autres passifs de 12,2 milliards de dollars, dont une dette totale de 11,9 milliards de dollars, au 31 mars 2024.

Au 31 mars 2025, la situation financière de la SFIEO correspond à un déficit accumulé de 2 884 millions de dollars, compte tenu des résultats d'exploitation en 2024-2025 (+ 273 millions de dollars) et des pertes de réévaluation des dérivés (- 8 millions de dollars), contre un déficit accumulé de 3 149 millions de dollars au 31 mars 2024.

Programme de remboursement de la dette

La SFIEO s'acquitte du service et du remboursement de la dette et des autres passifs de l'ancienne Ontario Hydro au moyen des revenus et des sources de flux de trésorerie du secteur de l'électricité suivants :

- L'encours des effets à recevoir de la province et d'OPG;
- Les paiements tenant lieu d'impôts liés aux bénéficiaires des sociétés, aux impôts fonciers et aux redevances sur le revenu brut, effectués par OPG, par Hydro One et par les services municipaux de distribution d'électricité;
- Depuis le PAPE de Hydro One au mois de novembre 2015, Hydro One ne paie plus de paiements tenant lieu d'impôts sur les bénéficiaires des sociétés à la SFIEO. En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, un montant égal à l'impôt provincial sur les sociétés payable par Hydro One Inc. était dû et payable par la province à la SFIEO;

- Le revenu réservé au secteur de l'électricité, c'est-à-dire la fraction du bénéfice net d'OPG qui dépasse les intérêts à payer par la province pour sa participation dans celle-ci, que la province pourrait allouer, à sa discrétion, à la SFIEO.
-

Revenus spécifiques

La SFIEO bénéficie de revenus spécifiques, notamment les paiements tenant lieu d'impôts, le montant équivalent à l'impôt provincial sur les sociétés d'Hydro One Inc. et le revenu brut payé à la SFIEO, ainsi que, à l'entière discrétion du gouvernement provincial, tout revenu discrétionnaire réservé au secteur de l'électricité, pour l'aider à faire face à son passif non provisionné et à le réduire. La SFIEO comptabilise les revenus réservés au secteur de l'électricité comme des revenus lorsque la province autorise le transfert.

Gestion des risques

Les politiques et procédures de gestion du risque de la SFIEO sont conçues pour gérer les expositions au risque associées à la dette, aux produits dérivés, aux transactions du marché financier connexes. Ces politiques et procédures portent sur le risque de marché, le risque de crédit et le risque opérationnel. Les expositions aux risques sont constamment surveillées grâce à l'évaluation quotidienne à la valeur de marché, conformément aux exigences énoncées dans les politiques et procédures.

Autres responsabilités et priorités

Gestion des contrats d'approvisionnement en électricité

En 2024-2025, la SFIEO a continué à gérer onze (11) contrats d'achat d'électricité conclus avec les PPE. La SFIEO a continué de faire les paiements d'énergie aux producteurs et aux autres parties concernées, y compris le calcul, le règlement et la déclaration avec précision et en temps voulu, conformément aux dispositions contractuelles. En vertu de la loi, la Société se fait entièrement rembourser les coûts des contrats.

Appuyer la mise en œuvre des politiques gouvernementales en matière d'électricité

En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, la SFIEO finance les sociétés remplaçantes d'Hydro Ontario.

La SFIEO finance OPG, aux conditions du marché, afin d'aider à combler ses besoins en matière de financement, y compris pour des projets d'approvisionnement en électricité, comme le projet de rénovation de la centrale de Darlington. Ce financement comprend une facilité de crédit d'un montant maximal de 750 millions de dollars pour la période allant de 2022 à 2026.

Parmi les projets d'approvisionnement d'OPG terminés qui ont déjà été financés par la SFIEO, on compte le projet du tunnel du Niagara et les projets hydro-électriques du centre d'énergie du secteur Portlands et du lac Seul.

Actifs situés sur des réserves

Lors de la restructuration d'Ontario Hydro en 1999, ses sociétés d'exploitation remplaçantes ont acquis auprès de la SFIEO certains de ses actifs et passifs conformément aux ordonnances de transfert prises en vertu de la Loi, en contrepartie d'une dette émise à l'intention de la SFIEO. Toutefois, les titres de propriété de certains actifs situés dans des réserves (telles qu'elles sont définies dans la *Loi sur les Indiens* du Canada) n'ont pas fait l'objet d'un transfert et certains actifs seront toujours détenus par la SFIEO jusqu'à ce que Hydro One ou OPG obtienne tous les consentements nécessaires à la finalisation du transfert des titres de propriété.

La SFIEO a continué à participer au transfert des intérêts en ce qui concerne les éléments d'actif situés dans les réserves des Premières Nations, avec le consentement des Premières Nations concernées.

Transformation numérique

Puisque la SFIEO reçoit des services opérationnels de l'OOF, elle bénéficie des initiatives de transformation numérique continues de ce dernier.

Diversité et inclusion

La SFIEO s'est fermement engagée à créer un environnement de travail inclusif, diversifié, équitable, antiraciste et accessible, y compris en tirant parti des initiatives mises en œuvre par l'OOF au soutien de ses valeurs essentielles que sont le respect, l'innovation, le travail d'équipe et la responsabilisation.

Gouvernance générale

Obligation de rendre compte et responsabilités

La SFIEO est un organisme de la Couronne provinciale.

Elle est régie par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Finances. Le conseil d'administration est composé de fonctionnaires. Par l'entremise du président, le conseil d'administration doit rendre des comptes au ministre, et ultimement à l'Assemblée législative. Le conseil d'administration supervise la gestion des activités et des affaires de la SFIEO et veille à ce que son mandat soit réalisé. Son cadre de responsabilisation figure dans un Protocole d'entente entre la SFIEO et le ministre des Finances qui établit les rôles et les responsabilités de chacune des parties et qui figure sur le site Web de la SFIEO. Les administrateurs sont tenus d'observer un code de conduite approuvé par le conseil d'administration.

Le comité de vérification du conseil l'aide à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui a trait aux vérifications, à la production de rapports financiers, à la gestion des risques et aux contrôles internes.

Le chef de la direction de la SFIEO est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Finances. Il est responsable de la gestion des activités courantes et continues de la SFIEO et témoigne du rendement auprès du conseil d'administration.

Bien que la SFIEO n'ait pas d'employés, certains membres du personnel de l'OOF sont désignés comme dirigeants aux fins de la signature d'ententes et d'autres instruments pour le compte de la SFIEO. L'OOF exécute les activités quotidiennes de la SFIEO sous la supervision du conseil d'administration et conformément à une entente conclue entre l'OOF et la SFIEO. En outre, le ministère des Finances perçoit certains paiements pour le compte de la SFIEO conformément à une entente.

Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du conseil d'administration en date du 31 mars 2025. La biographie des membres actuels est disponible sur le site Web de la SFIEO.

Administrateur	Date de la première nomination	Expiration du mandat actuel	Présences aux réunions du conseil d'administration et du comité de vérification en 2024-2025
Jason Fitzsimmons (président)	26 septembre 2024	25 septembre 2027	1
Gadi Mayman (vice-président et chef de la direction)	23 août 2000	20 juillet 2026	5
Maureen Buckley	13 septembre 2019	14 mai 2028	7
Elizabeth Doherty	18 avril 2019	14 mai 2028	5
Steen Hume	18 avril 2019	14 mai 2028	8
Nancy Kennedy	22 octobre 2014	9 décembre 2026	8
Nancy Mudrinic	18 avril 2019	14 mai 2028	4

Aucun administrateur n'a reçu de rémunération en sa qualité de membre du conseil d'administration de la SFIEO en 2024-2025.

Présentation de l'information financière

La SFIEO prépare les états financiers annuels conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le comité de vérification examine les états financiers et en recommande l'approbation par le conseil d'administration. Les états financiers annuels sont examinés par la vérificatrice générale de l'Ontario qui indique dans un rapport si, à son avis, ils donnent une image fidèle de la situation et sont conformes aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les états financiers et le rapport de vérification sont examinés par le comité de vérification et le conseil d'administration. Ces états financiers vérifiés sont déposés devant l'Assemblée législative dans le cadre du rapport annuel et font partie de la section des États financiers des entreprises publiques et des organismes du gouvernement des Comptes publics de la province. Les états financiers non vérifiés sont préparés trimestriellement et présentés au comité de vérification et au conseil d'administration.

Contrôles internes

Il incombe à la direction d'établir un système de contrôles internes et d'en maintenir l'efficacité de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à protéger l'actif et gérer le passif de la Société.

Pour s'acquitter de ses responsabilités quant à la fiabilité et la présentation en temps opportun de l'information financière, la SFIEO, directement et par l'intermédiaire de l'OOF, s'est dotée d'un système complet de contrôles internes, dont des contrôles relatifs à l'organisation et aux procédures. Le système de contrôles internes comprend :

- la planification globale des activités;
- la communication par écrit des politiques et méthodes régissant la conduite et la gestion du risque;
- le partage des responsabilités;
- la tenue à jour et la conservation de dossiers détaillés;
- la délégation efficace des pouvoirs et la responsabilisation personnelle;
- la sélection et la formation rigoureuses du personnel;
- la mise à jour régulière des conventions comptables et des politiques de gestion des risques.

Dans le cadre de son plan d'activités annuel, la SFIEO effectue une évaluation de son exposition globale aux risques et élabore des stratégies d'atténuation appropriées.

Le vérificateur interne mandaté par la SFIEO élabore un plan de vérification interne annuel fondé sur l'évaluation du risque de la SFIEO, les renseignements fournis par le comité de vérification de la SFIEO et la direction de l'OOF. Le plan de vérification interne est approuvé par le conseil d'administration, sur recommandation du comité de vérification.

Politiques et méthodes de gestion des risques

Vue d'ensemble

Les politiques et méthodes de gestion des risques de la SFIEO portent sur le risque du marché, le risque de crédit et le risque opérationnel concernant la dette, les portefeuilles de produits dérivés et les transactions sur les marchés financiers de la Société.

Ces politiques ont été élaborées conformément aux lignes directrices et aux directives des organismes de réglementation comme le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada et la Banque des règlements internationaux, et en consultation avec les représentants de banques canadiennes.

Le conseil et les comités de gestion établissent et approuvent des politiques de gestion des risques et analysent le rendement des activités de l'OOF sur les marchés financiers en rapport avec la SFIEO.

Politique sur le risque de marché

Le risque de marché est le risque de subir une perte financière en raison des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change. La SFIEO gère les expositions au risque de marché grâce à des limites, à des seuils et à d'autres stratégies détaillées dans le plan annuel de financement et de gestion de la dette. La politique limite l'exposition de la SFIEO aux changements des taux d'intérêt nets à 35 % de la dette en fin d'exercice et l'exposition maximale au risque de change à 3 % de la dette.

L'exposition de la SFIEO aux changements des taux d'intérêt nets et au risque de change demeure dans les limites de la politique en 2024-2025 :

- L'exposition aux changements des taux d'intérêt nets était de 32,1 % de la dette totale au 31 mars 2025, dans la limite fixée à 35,0 %.
- L'exposition au risque de change est demeurée inchangée à 0,0 % de la dette totale au 31 mars 2025, bien en deçà de la limite d'exposition de la SFIEO établie à 3,0 %.

Politique sur le risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie n'honore pas ses obligations financières établies par contrat. La SFIEO n'accuse pas de risque de crédit à l'égard de contreparties externes pour des opérations comme des placements, des instruments dérivés et des conventions de rachat, parce que l'OOF mène toutes les activités sur les marchés financiers au nom de la SFIEO avec la province de l'Ontario et ses entités apparentées. Le seul risque de crédit est lié aux dépôts des soldes de trésorerie de la SFIEO auprès d'institutions financières, et il est surveillé et géré quotidiennement.

Politique de recours aux instruments dérivés et financiers

L'utilisation des instruments dérivés et autres instruments financiers est limitée aux instruments autorisés en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dont l'OOF peut établir le prix et régler et mesurer les risques et en rendre compte. Les instruments dérivés sont employés pour gérer l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change découlant des activités sur les marchés financiers menées au nom de la SFIEO. Les instruments dérivés sont utilisés pour couvrir le risque de taux plutôt que pour créer un effet de levier net. Les risques découlant du recours aux instruments dérivés sont surveillés et gérés de façon prudente.

Politique de rapports sur la gestion des risques

Au cours de ses réunions trimestrielles habituelles, le conseil d'administration est informé des activités de la Société :

- Le chef de la direction présente au conseil d'administration un rapport d'avancement faisant le point sur ses activités d'emprunt et d'autres questions touchant l'exploitation. Il rend également compte du respect des directives gouvernementales applicables;
- Le directeur de l'exploitation de l'OOF rend compte au conseil d'administration de l'exposition des programmes et de leur rendement, de même que des exceptions aux politiques.

En outre, des rapports quotidiens sur les risques et les positions de la SFIEO sont fournis à la direction de l'OOF pour lui permettre de prendre les mesures appropriées pour le compte de la SFIEO.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte qui résulte de l'insuffisance ou de la défaillance de processus, d'effectifs et de systèmes internes ou d'événements externes. L'OOF gère le risque opérationnel relatif à la SFIEO au moyen d'examins et d'améliorations des mécanismes de travail, de politiques et de procédures documentées, de systèmes de traitement des données, de plans d'urgence et de programmes de formation du personnel.

La SFIEO ne dispose pas de personnel qui lui est propre; ses activités sont assurées grâce à des ententes de service conclues avec l'OOF et le ministère des Finances. Le plan de continuité des opérations de l'OOF, qui couvre les opérations de la SFIEO, est mis à jour régulièrement pour faciliter le maintien des fonctions opérationnelles essentielles avec des perturbations minimales en cas d'urgence.

États financiers

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Rapport du vérificateur indépendant

État de la situation financière

État des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé

État des gains et pertes de réévaluation

État des flux de trésorerie

Notes afférentes aux états financiers

États financiers

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers de la SFIEO, ci-joints, ont été dressés selon les normes comptables pour le secteur public canadien. La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque la comptabilisation des opérations ne peut être effectuée avec certitude qu'au cours d'une période ultérieure.

La direction maintient un système de contrôles internes conçu pour assurer, dans une mesure raisonnable, la protection de l'actif et l'accès en temps voulu à des renseignements financiers fiables. Ce système comprend des politiques et méthodes officielles ainsi qu'une structure organisationnelle qui assure, comme il se doit, la délégation des pouvoirs et la division des responsabilités. Une fonction de vérification interne évalue de manière indépendante et continue l'efficacité de ces contrôles internes et présente ses conclusions à la direction ainsi qu'au comité de vérification du conseil d'administration.

Il incombe au comité de vérification de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne l'information financière et les contrôles internes. Le comité de vérification examine nos états financiers et formule des recommandations au conseil d'administration afin qu'il les approuve. Le comité de vérification a également pour responsabilité d'examiner nos contrôles internes et de conseiller les administrateurs sur les questions liées à la vérification et à l'information financière.

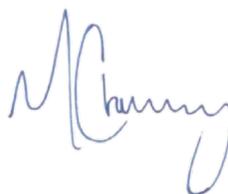
Le Bureau du vérificateur général, nommé en vertu de notre loi, a vérifié les états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada, comme l'indique le rapport du vérificateur indépendant. Le Bureau du vérificateur général a un accès complet et sans restriction au comité de vérification pour discuter de la vérification qu'il a effectuée et des conclusions qui s'y rattachent.



Gadi Mayman

Chef de la direction

(2025-08-15)



Muneeb Chaudhary

Directrice générale des finances

(2025-08-15)

Rapport de l'auditeur indépendant

À la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (« SFIEO »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, et les états des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé, de l'évolution de la dette nette, des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la SFIEO au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de son exploitation, de l'évolution de la dette nette, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de la SFIEO conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel 2025 de la SFIEO, mais ne comprennent pas les états financiers et mon rapport de l'auditeur sur ces états.

Mon opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et je n'exprime aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne mon audit des états financiers, ma responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que j'ai acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

J'ai obtenu le rapport annuel 2025 avant la date de ce rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que j'ai effectués, je conclus à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, je suis tenue de signaler ce fait. Je n'ai rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la SFIEO à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la SFIEO a l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la SFIEO.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la SFIEO;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la SFIEO à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la SFIEO à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

La vérificatrice générale,



Shelley Spence, FCPA, FCA, ECA

Toronto (Ontario)
Le 15 août 2025

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État de la situation financière

<i>(en millions de dollars)</i>	Au	
	31 mars 2025	31 mars 2024 Retraité (note 15)
ACTIF FINANCIER		
Trésorerie	- \$	25 \$
Placements (note 3)	-	21
Comptes clients (note 4)	24	21
Intérêts à recevoir	8	11
Instruments dérivés (note 9)	5	9
Sommes à recouvrer de la province de l'Ontario (note 5)	36	36
Effets à recevoir et prêts en cours (note 6)	8 926	8 925
Total – actif financier	8 999	9 048
PASSIF		
Comptes débiteurs et charges à payer (note 7)	157	133
Instruments dérivés (note 9)	34	30
Intérêts à payer	122	131
Dette (note 8)	11 570	11 903
Total – passif	11 883	12 197
Dette nette	(2 884)	(3 149)
Déficit d'exploitation accumulé	(2 855)	(3 128)
Cumul des pertes de réévaluation	(29)	(21)
Déficit accumulé (note 13)	(2 884) \$	(3 149) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du conseil
d'administration :



Jason K. Fitzsimmons
Président



Gadi Mayman
Vice-président et chef de la direction

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour l'exercice terminé le	
	31 mars 2025	31 mars 2024 Retraité (note 15)
Revenus		
Revenu d'intérêts (note 6)	490 \$	506 \$
Redevance sur le revenu brut	227	221
Paiements tenant lieu d'impôts (note 10)	170	270
Contrats d'approvisionnement en électricité : recouvrements	40	41
Transfert de l'impôt provincial sur les sociétés (note 5)	36	36
Autre	10	8
Total – revenus	973	1 082
Charges		
Intérêts	594	626
Frais de garantie de paiement (note 8)	60	68
Contrats d'approvisionnement en électricité : coûts	40	41
Exploitation	6	6
Total – charges	700	741
Excédent d'exploitation	273	341
Déficit d'exploitation accumulé, au début de l'exercice	(3 128)	(3 469)
Déficit d'exploitation accumulé, à la fin de l'exercice	(2 855) \$	(3 128) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des gains et pertes de réévaluation

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour l'exercice terminé le	
	31 mars 2025	31 mars 2024
Cumul des pertes de réévaluation, en début d'exercice	(21) \$	(46) \$
Gains (pertes) non réalisés liés à des dérivés (note 9)	(8)	25
Gains (pertes) de réévaluation nets pour l'exercice	(8)	25
Cumul des pertes de réévaluation, en fin d'exercice	(29) \$	(21) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État de l'évolution de la dette nette

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour l'exercice terminé le	
	31 mars 2025	31 mars 2024 Retraité (note 15)
Excédent d'exploitation	273 \$	341 \$
Gains (pertes) de réévaluation nets pour l'exercice	(8)	25
Variation nette de la dette nette	265	366
Dette nette, au début de l'exercice	(3 149)	(3 515)
Dette nette, à la fin de l'exercice	(2 884) \$	(3 149) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Pour l'exercice terminé le	
	31 mars 2025	31 mars 2024 Retraité (note 15)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement		
Excédent d'exploitation	273 \$	341 \$
Ajustements pour les éléments hors trésorerie		
Intérêts de la dette à coupon zéro	81	81
Rajustement des obligations à rendement réel au titre de l'IPC	19	29
Autres éléments	(2)	(3)
Variations des éléments du fonds de roulement :		
Diminution/(augmentation) des comptes clients	(3)	3
Diminution/(augmentation) des intérêts à recevoir	3	(2)
Diminution/(augmentation) des sommes à recouvrer de la province de l'Ontario	-	(1)
Diminution/(augmentation) des comptes débiteurs et charges à payer	24	74
(Diminution)/augmentation des intérêts à payer	(9)	(17)
Flux de trésorerie nets tirés des activités de fonctionnement	386	505
Flux de trésorerie tirés des activités d'investissement		
Produit de la vente de placements	21	741
Flux de trésorerie nets tirés des activités d'investissement	21	741
Flux de trésorerie tirés des activités de financement		
Dette à long terme contractée	599	1 531
Dette à long terme remboursée	(1 631)	(3 308)
Effets à recevoir, remboursements	-	570
Effets à recevoir, avances	-	(15)
Dette à court terme contractée, montant net	600	1
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(432)	(1 221)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(25)	25
Trésorerie au début de l'exercice	25	-
Trésorerie à la fin de l'exercice	- \$	25 \$
Flux de trésorerie provenant des activités de		

fonctionnement comprenant :

Intérêts payés	503 \$	533 \$
Intérêts reçus	493	504

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

Note 1 : Nature des activités

(a) Aperçu

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO ou la Société) est la continuité juridique de l'ancienne Ontario Hydro, l'une des cinq entités établies en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité* (la Loi) dans le cadre de la réorganisation de l'ancienne Ontario Hydro en 1999. La Société est un organisme de la Couronne et est exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu, comme le prévoit l'alinéa 149 (1) (d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

La SFIEO est un organisme de la Couronne dont le mandat comprend :

- La gestion de la dette et l'administration des actifs, des passifs, des droits et des obligations d'Ontario Hydro qui n'ont pas été transférés à d'autres sociétés remplaçantes;
- La gestion des contrats conclus par l'ancienne Ontario Hydro avec des producteurs privés d'électricité (PPE);
- L'apport d'une aide financière aux sociétés remplaçantes d'Ontario Hydro;
- La conclusion d'ententes de nature financière ou autre visant l'approvisionnement et la gestion de la demande de l'Ontario en électricité.

Ces autres sociétés remplaçantes sont :

- Ontario Power Generation Inc. (OPG);
- Hydro One Inc. (maintenant une filiale de Hydro One Limited, ou Hydro One);
- la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE);
- Office de la sécurité des installations électriques.

(b) Gestion de la dette et du passif

Le 1^{er} avril 1999, le ministère des Finances a déterminé que la valeur estimée des actifs transférés aux nouvelles sociétés était de 17,2 milliards de dollars, ce qui était dépassé par la dette totale et les autres passifs de 38,1 milliards de dollars de l'ancienne Ontario Hydro. OPG, Hydro One (et leurs filiales) et la SIERE ont obtenu des actifs évalués à 8,5 milliards de dollars, à 8,6 milliards de dollars et à 78 millions de dollars respectivement en échange pour la dette payable à la SFIEO. Le manque à gagner résultant de 20,9 milliards de dollars a été considéré par le ministère des Finances comme une « dette insurmontable ». Après

un ajustement de 1,5 milliard de dollars des prêts et des autres actifs détenus par la SFIEO, le passif non provisionné atteignait 19,4 milliards de dollars sur le bilan d'ouverture de la SFIEO.

Pour lui permettre de faire face et d'éteindre une dette totale de 38,1 milliards de dollars, y compris la dette insurmontable de 20,9 milliards de dollars, la province a établi un plan à long terme en vertu duquel le service et l'amortissement de la dette seraient acquittés grâce à des revenus réservés au secteur de l'électricité. La répartition se ferait ainsi pour le secteur de l'électricité :

- Les effets à recevoir de la province, d'OPG, d'Hydro One et de la SIERE;
- Les paiements tenant lieu d'impôts, payés par OPG, Hydro One et les services municipaux d'électricité, qui équivalent aux impôts des sociétés, aux impôts fonciers et aux impôts sur le capital payés par les sociétés privées;
- La redevance de liquidation de la dette (RLD) payée par les consommateurs d'électricité, supprimée le 1^{er} avril 2018; et
- L'engagement politique de la province visant à remettre annuellement à la SFIEO la fraction du bénéfice net combiné d'OPG et d'Hydro One qui dépasse les intérêts à payer par la province pour sa participation dans ses filiales de l'industrie de l'électricité. À partir de 2019-2020, la province a modifié le revenu réservé au secteur de l'électricité afin d'allouer chaque année, à sa discrétion, le revenu net d'OPG qui dépasse le coût d'intérêt de l'investissement de la province, à la SFIEO.

Depuis le 1^{er} avril 1999, la valeur actuelle des paiements tenant lieu d'impôts futurs et des bénéfices cumulatifs combinés d'OPG et d'Hydro One surpassant les intérêts débiteurs annuels de 520 millions de dollars connexes aux investissements du gouvernement dans ces deux sociétés et consacrés à la SFIEO était estimée à 13,1 milliards de dollars. Les 13,1 milliards de dollars ont ensuite été appliqués à la dette insurmontable de 20,9 milliards de dollars, ce qui a entraîné un reliquat de la dette insurmontable de l'ordre de 7,8 milliards de dollars.

En vertu de la Loi et conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, un plan à long terme a été mis en place pour éliminer le passif non provisionné à l'aide de fonds provenant de sources au sein même du secteur.

(c) Actifs situés sur des réserves

À la suite de la restructuration d'Ontario Hydro en 1999, les autres sociétés remplaçantes ont acquis auprès de la SFIEO certains actifs et passifs. Ces acquisitions ont été faites conformément aux ordonnances de transfert prises en vertu de la Loi, en contrepartie d'une dette émise à l'intention de la SFIEO. Toutefois, les titres de propriété de certains des actifs situés dans des réserves (telles qu'elles sont définies dans la *Loi sur les Indiens* du Canada) n'ont pas fait l'objet d'un transfert et demeureront détenus par la SFIEO jusqu'à ce

que Hydro One ou OPG obtienne les consentements nécessaires à la finalisation de ce transfert des titres de propriété.

Hydro One et OPG gèrent ces actifs et doivent indemniser la SFIEO des coûts ou des passifs liés à ces actifs. La SFIEO ne génère pas de revenus et n'engage pas de dépenses avec ces actifs.

Ces actifs ne sont pas compris dans les présents états financiers.

Note 2 : Principales conventions comptables

(a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables pour le secteur public canadien (NCSP) destinées aux entités comptables de l'État établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public.

(b) Comparaison au budget

En raison de la nature unique des revenus et des dépenses de la SFIEO, sur lesquels l'organisme n'a que très peu de contrôle, le présent rapport ne présente pas de comparaison entre les prévisions et les données réelles. La SFIEO est un organisme qui reçoit de façon passive les revenus qui lui sont alloués en vertu de la législation (p. ex. les redevances sur le revenu brut, les paiements tenant lieu d'impôts, le transfert de l'impôt provincial sur les sociétés et les recouvrements connexes aux contrats d'approvisionnement en électricité) ou de façon discrétionnaire par la province (p. ex., revenu réservé au secteur de l'électricité).

(c) Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers selon les NCSP exige que la direction fasse des estimations et des suppositions qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif rapportés à la date de clôture des états financiers et les montants de revenus et de charges déclarés pour l'exercice. Les domaines importants nécessitant l'utilisation d'estimations comprennent les paiements tenant lieu de recettes fiscales, les paiements tenant lieu d'impôts à recevoir, les paiements tenant lieu de créances fiscales remboursables et la détermination de la juste valeur des contrats dérivés.

Les estimations des paiements tenant lieu de recettes fiscales, d'impôts à recevoir et de créances fiscales remboursables d'OPG, d'Hydro One et des services municipaux d'électricité sont sujettes à modification lors de la finalisation des déclarations de revenus sous-jacentes ou des nouvelles cotisations fiscales établies quant à celles-ci.

Les justes valeurs des contrats dérivés sont estimées à l'aide de modèles de valorisation qui intègrent des données de marché actuelles, comme les prix des instruments sous-jacents, les taux d'intérêt, les taux de change et le risque de crédit, qui peuvent changer au fil du temps.

Ces estimations sont fondées sur les meilleurs renseignements disponibles au moment de la préparation et sont mises à jour chaque année en fonction des nouveaux renseignements. En raison de leur nature, ces estimations sont sujettes à l'incertitude relative à la mesure. Il peut exister une divergence entre ces estimations et les chiffres réels.

(d) Comptabilisation des revenus

Les **paiements tenant lieu d'impôts** comprennent les paiements liés à l'impôt sur les sociétés et à la taxe foncière d'OPG, d'Hydro One et des services municipaux d'électricité. En vertu de la Loi, la SFIEO a le droit de recevoir le montant d'impôts que ces entités auraient dû payer au titre des lois fiscales fédérales ou provinciales. Les paiements tenant lieu d'impôts sont comptabilisés dans la période où l'événement imposable se produit et lorsqu'ils sont autorisés par la législation ou lorsque la capacité d'imposer les contribuables et de percevoir l'impôt correspondant a été accordée par une convention législative.

Les **paiements tenant lieu d'impôts liés à l'impôt sur les sociétés** sont initialement comptabilisés comme un revenu d'un montant égal aux acomptes provisionnels reçus d'OPG et des services municipaux d'électricité dans l'état des résultats et de l'évolution du déficit accumulé. À la date des états financiers, la Société utilise les cotisations fiscales pour déterminer s'il y a eu un trop-perçu ou un moins-perçu d'impôts de la part d'OPG et des services municipaux d'électricité pour une année d'imposition donnée. En l'absence de cotisations fiscales, la Société estime le montant des recettes fiscales en se basant sur d'autres sources d'information pertinentes. Les trop-perçus ou les moins-perçus d'impôts sont comptabilisés comme une augmentation ou une diminution des revenus et comme un impôt à recevoir ou à rembourser dans l'état de la situation financière. Lorsque la direction obtient les meilleurs renseignements, par exemple à partir de vérifications ou d'appels, les ajustements des recettes fiscales qui en résultent sont comptabilisés comme des changements d'estimations dans la période où ils sont connus.

Les **paiements tenant lieu d'impôts liés aux impôts fonciers** sont comptabilisés lorsque les acomptes provisionnels sont dus mensuellement pour OPG et semestriellement pour Hydro One et les services municipaux d'électricité.

La **redevance sur le revenu** se rapporte aux impôts fonciers payables par les propriétaires de centrales hydro-électriques sur leur revenu brut. La redevance sur le revenu brut est comptabilisée dans la période où l'événement imposable se produit et lorsqu'elle est autorisée par la législation ou lorsque la capacité d'imposer les contribuables et de percevoir l'impôt correspondant a été accordée par une convention législative. La redevance sur le revenu brut est comptabilisée comme un revenu d'un montant égal à la cotisation fiscale d'OPG et des services municipaux d'électricité.

Le **revenu d'intérêts** se rattache aux effets à recevoir de la province, d'OPG et des PPE. La SFIEO comptabilise le revenu d'intérêts au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les **recouvrements des contrats d'approvisionnement en électricité** concernent l'électricité produite par les PPE en vertu de contrats d'achat d'électricité qui sont vendus aux consommateurs sur le marché de gros de l'électricité de l'Ontario, qui est administré par la SIERE. La SFIEO a déterminé que son obligation de résultat est de fournir de l'électricité aux consommateurs. L'obligation de résultat de fournir de l'énergie est satisfaite au fil du temps, les revenus étant comptabilisés dans le montant que la SFIEO a le droit de facturer mensuellement à la SIERE. En vertu de la Loi, la SFIEO a le droit de recevoir de la SIERE un montant égal au prix convenu de l'électricité produite par les PPE en vertu des contrats d'achat d'électricité.

Le **transfert de l'impôt provincial sur les sociétés** est un paiement de transfert non assorti de critères d'admissibilité ni de stipulations, qui est payable par le ministère des Finances en vertu de l'article 91.2 de la Loi. Chaque exercice, la SFIEO comptabilise le transfert comme un revenu d'un montant égal à l'impôt provincial sur les sociétés payable par Hydro One pour l'année d'imposition qui se termine au cours de l'exercice de la SFIEO.

Les **revenus réservés au secteur de l'électricité** sont un paiement de transfert non assorti de critères d'admissibilité ni de stipulations, qui est payable à la seule discrétion de la province de l'Ontario. Le montant de revenus réservés au secteur de l'électricité est calculé en utilisant le revenu net cumulatif d'OPG surpassant les intérêts débiteurs des investissements de la province. La SFIEO comptabilise les revenus réservés au secteur de l'électricité comme des revenus lorsque la province autorise le transfert. Étant donné que ce paiement de revenus réservés au secteur de l'électricité est à la seule discrétion de la province, la SFIEO comptabilise les revenus à la réception du transfert ou lorsque la province décide de remettre les revenus réservés au secteur de l'électricité et que la SFIEO dispose d'un droit exécutoire de percevoir le paiement.

(e) Instruments financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit (i) au prix coûtant ou au coût après amortissement, soit (ii) à la juste valeur. Dans ces états financiers, tous les instruments financiers, autres que les instruments dérivés, sont classés au prix coûtant ou au coût après amortissement. La juste valeur s'entend du prix dont conviendraient des parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance, agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause.

Évaluation ultérieure

L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classification, telle que décrite ci-dessous :

(i) Instruments financiers à la juste valeur.

Les instruments financiers à la juste valeur font l'objet d'une réévaluation à leur juste valeur à la fin de chaque période de déclaration. Les gains et pertes non réalisés sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation et sont ensuite reclassés dans l'état des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé au moment de la cession ou du règlement.

La hiérarchie suivante est utilisée pour déterminer et communiquer la juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 – les prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 – techniques d'évaluation par l'intermédiaire desquelles l'ensemble des données d'entrée qui ont une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée sont directement ou indirectement observables.
- Niveau 3 – techniques d'évaluation qui font appel à des données d'entrée ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée et qui ne sont pas fondées sur des données observables au sujet des marchés.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée par des techniques d'évaluation appropriées, y compris des modèles de contrats à terme et de swaps, en utilisant des calculs de la valeur actuelle. Les modèles intègrent diverses données, notamment des courbes de taux d'intérêt à terme.

(ii) Instruments financiers au prix coûtant ou au coût après amortissement

La **trésorerie**, les **comptes clients**, les **comptes débiteurs** et les **charges à payer**, les **intérêts à recevoir**, les **intérêts à payer**, les **placements** et les **sommes à recouvrer de la province** sont comptabilisés au prix coûtant. Ces postes sont sujets à un risque négligeable de changement de valeur; par conséquent, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers évalués au coût après amortissement, il convient de comptabiliser les intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Le TIE correspond au taux qui actualise l'estimation des paiements versés ou reçus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte.

Les **effets à recevoir et prêts en cours** sont comptabilisés au coût après amortissement. Des provisions pour moins-value sont prévues afin de tenir compte des effets à recevoir et des prêts en cours, selon la valeur la plus faible d'entre la valeur amortie et la valeur de réalisation nette, en cas de recouvrabilité et de risque de pertes. Les changements de valorisation sont comptabilisés dans l'état des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé.

La **dette** comprend des obligations, des billets à ordre et des débentures à court,

moyen et long terme, qui sont comptabilisés au coût après amortissement. Les escomptes, primes et commissions résultant de l'émission de dette ou de l'acquisition de dette avant l'échéance sont reportés et amortis aux résultats sur la durée de la dette sous-jacente en utilisant la méthode du TIE. Les coûts de transaction, comme les frais d'émission d'instruments d'emprunt, sont ajoutés à la valeur comptable de la dette.

Conversion des devises

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens. À la date de conclusion de l'opération, tous les actifs, passifs et montants présentés dans l'état des résultats qui découlent d'une opération en devises doivent être convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date. À chaque date des états financiers, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises, comme la dette extérieure, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de la période de référence. Les gains ou pertes de change non réalisés sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.

Note 3 : Placements

Les placements sont constitués principalement de dépôts à terme détenus auprès de la province de l'Ontario. Le solde des placements au 31 mars 2025 était nul (2024 – taux d'intérêt de 5,02 % ayant une date d'échéance au 1^{er} avril 2024).

Note 4 : Comptes débiteurs

Au 31 mars (en millions de dollars)	2025	2024
Paiements tenant lieu d'impôts à recevoir	10 \$	9 \$
Contrats d'approvisionnement en électricité : recouvrements	4	4
Autres montants à recevoir	10	8
Total	24 \$	21 \$

Note 5 : Sommes à recouvrer de la province de l'Ontario

Au 31 mars (en millions de dollars)	2025	2024
Allocation de l'impôt provincial sur les sociétés d'Hydro One Inc.	36 \$	36 \$
Total	36 \$	36 \$

L'article 91.2 de la Loi requiert de la province qu'elle paie à la Société, en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*, un montant équivalent au montant des impôts payables par Hydro Inc. (ou ses filiales). Pour l'exercice 2024-2025, la SFIEO a comptabilisé 36 millions de dollars en vertu de l'article 91.2 de la Loi (36 millions de dollars en 2024), faisant partie du transfert de l'impôt provincial sur les sociétés inscrit à l'état des résultats d'exploitation et du déficit accumulé. Au cours de l'exercice 2024-2025, la province a effectué des paiements de 36 millions de dollars (35 millions de dollars en 2024) à la SFIEO en vue de réduire le solde dû.

Note 6 : Effets à recevoir et prêts en cours

Au 31 mars (en millions de dollars)					
	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Intérêt à payer	2025	2024
Province de l'Ontario	2039-2041	5,85	Par mois	6 804 \$	6 804 \$
OPG	2026-2048	3,04 à 5,40	Semestriellement	2 100	2 100
				<u>8 904</u>	<u>8 904</u>
Plus : Prêts en cours aux PPE				28	27
Provisions pour créances douteuses				(6)	(6)
Prêts nets en cours aux PPE				<u>22</u>	<u>21</u>
Total				8 926 \$	8 925 \$

Les revenus d'intérêts de la SFIEO de 490 millions de dollars (506 millions en 2024) comprennent un montant de 485 millions de dollars en intérêts sur des effets à recevoir (494 millions de dollars en 2024) et 5 millions de dollars (12 millions de dollars en 2024) provenant d'autres sources, y compris des placements temporaires.

La province de l'Ontario

Comme mentionné ci-dessus, la province a acquis en 1999 une participation de l'ordre de 8,9 milliards de dollars au sein d'OPG et d'Hydro One en échange de la prise en charge de la dette payable à la SFIEO. Au cours de l'exercice 2024-2025, la province n'a effectué aucun paiement pour réduire le capital des effets en cours (néant en 2024 également).

Ontario Power Generation (OPG)

La SFIEO accorde des prêts à OPG aux conditions du marché. Au mois de novembre 2021, la SFIEO a consenti à fournir une facilité de crédit de 750 millions de dollars à OPG pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026. Au 31 mars 2025, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité de crédit. Voici un résumé de la dette d'OPG envers la SFIEO par année d'échéance :

<u>Exercice financier</u>	<u>Montant (en millions de \$)</u>
2026-2027	50 \$
2039-2040	100
2040-2041	150
2041-2042	350
2046-2047	250
2047-2048	1 200
Total	2 100 \$

La SFIEO a convenu avec OPG de ne pas céder d'effets dus sans en avoir obtenu l'approbation au préalable.

Producteurs privés d'électricité (PPE)

Les encours de prêts aux PPE, au 31 mars 2025, ont totalisé 22 millions de dollars (21 millions de dollars en 2024), déduction faite de provisions pour créances douteuses d'une valeur de 6 millions de dollars comptabilisées au cours de l'exercice (6 millions de dollars en 2024 également).

Note 7 : Comptes débiteurs et charges à payer

Au 31 mars (en millions de dollars)	2025	2024
Paielements tenant lieu de créances fiscales remboursables	151 \$	122 \$
Contrats d'approvisionnement en électricité	4	8
Autres obligations	2	3
Total	157 \$	133 \$

Les paiements tenant lieu de créances fiscales remboursables comprennent un montant de 134 millions de dollars (110 millions de dollars en 2024) dû par OPG.

Les comptes débiteurs et les charges à payer font référence aux transactions commerciales normales avec des parties liées et des fournisseurs tiers et sont assujettis à des conditions commerciales standards.

Note 8 : Créances

Les créances qui sont détenues par la province ou dont le capital et les intérêts sont garantis par celle-ci sont présentées dans le tableau suivant :

Au 31 mars (en millions de dollars)	2025			2024		
	Détenus par la province	Garantis par la province	Total	Détenus par la province	Garantis par la province	Total
Titres à court terme	1 260 \$	-	1 260 \$	661 \$	-	661 \$
Tranche actuelle des titres à long terme	1 050	1 081	2 131	1 550	81	1 631
Titres à long terme	6 315	1 864	8 179	6 747	2 864	9 611
Total	8 625 \$	2 945 \$	11 570 \$	8 958 \$	2 945 \$	11 903 \$

Toutes les émissions obligataires sont libellées en dollars canadiens. L'échéance des créances est indiquée ci-dessous :

(en millions de dollars)	2025	2024
Échéance :		
1 an	3 391 \$	2 292 \$
2 ans	1 073	2 123
3 ans	179	1 066
4 ans	1 738	172
5 ans	121	1 132
1 à 5 ans	6 502	6 785
6 à 10 ans	1 136	666
11 à 15 ans	1 554	1 971
16 à 20 ans	482	582
21 à 25 ans	1 951	1 326
26 à 50 ans	26	652
	11 651 \$	11 982 \$
Coûts d'émission des titres d'emprunt	(81)	(79)
Total	11 570 \$	11 903 \$

Le taux d'intérêt effectif du portefeuille d'endettement était de 5,01 % (5,04 % en 2024), compte tenu de l'incidence des instruments dérivés servant à la gestion du risque lié aux taux d'intérêt. L'échéance la plus lointaine est le 2 décembre 2050. Il n'y avait pas de dette libellée en devises au 31 mars 2025 (néant en 2024).

La juste valeur de la dette émise se rapproche des montants auxquels les titres d'emprunt pourraient être échangés au cours d'une opération courante entre des parties consentantes. Pour évaluer la dette de la SFIEO, la juste valeur est estimée à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie et d'autres techniques et, le cas échéant, elle est comparée aux valeurs boursières. Ces estimations sont touchées par les hypothèses formulées à l'égard des taux d'actualisation de même que du montant et du calendrier des flux monétaires futurs.

Au 31 mars 2025, la juste valeur estimative de la dette de la SFIEO s'élevait à 11,8 milliards de dollars (11,9 milliards de dollars en 2024), par rapport à la valeur comptable de 11,6 milliards de dollars (11,9 milliards de dollars en 2024). La juste valeur de la dette ne reflète pas l'incidence des instruments dérivés connexes.

Frais de garantie de paiement

Des frais sont payables annuellement à la province, correspondant à 0,5 % du capital des billets à ordre, débiteures et autres dettes de la Société envers la province ou garanties par celle-ci, à l'exception des ajustements de dettes liés aux frais d'émission d'instruments d'emprunt non amortis.

Note 9 : Gestion des risques et instruments dérivés

La SFIEO observe des limites très strictes afin d'assurer une gestion prudente et économique des risques auxquels ses activités l'exposent. Diverses stratégies sont mises en œuvre, y compris le recours à des instruments dérivés. Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur découle de l'actif sous-jacent. La SFIEO utilise de tels instruments pour couvrir le risque de taux et réduire au minimum les frais d'intérêts. Les opérations de couverture prennent généralement la forme de swaps, c'est-à-dire de contrats aux termes desquels la SFIEO convient avec une autre partie d'échanger, pendant une période déterminée, des flux de trésorerie fondés sur un ou plusieurs montants théoriques. La SFIEO peut ainsi compenser ses passifs existants et les convertir efficacement en obligations assorties de caractéristiques plus intéressantes. Elle utilise également d'autres instruments dérivés comme les contrats de change à terme, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les options.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au 31 mars 2025, ce qui se traduit par des actifs dérivés de 5 millions de dollars et des passifs dérivés de 34 millions de dollars inscrits à l'état de la situation financière, avec des pertes nettes non réalisées de 29 millions de dollars inscrites à l'état des gains et pertes de réévaluation (au 31 mars 2024 – actifs dérivés de 9 millions de dollars et passifs dérivés de 30 millions de dollars, avec des pertes nettes non réalisées de 21 millions de dollars inscrites à l'état des gains et pertes de réévaluation). Les justes valeurs ont été déterminées selon une évaluation de niveau 2 telle qu'elle est définie dans la note 2.

Risque de change

Le risque de change découle du fait que les paiements de capital et d'intérêts sur des titres de créance en devises ainsi que les montants des opérations en devises varient en dollars canadiens en raison des fluctuations des taux de change. Afin de gérer le risque de change, des instruments dérivés sont utilisés pour convertir les flux de trésorerie libellés en devises en flux libellés en dollars canadiens. Aux termes de la politique en vigueur, les paiements de capital sur des titres de créance en devises non couverts, déduction faite des liquidités en devises, ne peuvent dépasser 3,0 % du total de la dette. Au 31 mars 2025, la SFIEO ne détenait aucun instrument d'emprunt émis en devises (néant en 2024). Par conséquent, une tranche de 0,0 % de ces paiements et montants sur la dette totale (0,0 % en 2024) était dépourvue de couverture.

Risque lié au taux d'intérêt

Le risque de révision du taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient à cause de la fluctuation des taux d'intérêt du marché.

L'exposition à ce risque est réduite en utilisant des instruments dérivés pour convertir les paiements assortis de taux d'intérêt variables en paiements assortis de taux fixes. Aux termes de la politique en vigueur, la dette à taux variable non couverte et la dette à taux fixe arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois, déduction faite des liquidités, ne peuvent dépasser 35,0 % du total de la dette.

Au 31 mars 2025, la dette exposée au risque lié au taux d'intérêt net représentait 32,1 % de la dette totale de la SFIEO (21,4 % en 2024). Pour réduire le risque lié aux taux d'intérêt, les prêts à OPG continuent à être financés par des emprunts ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance, sans égard aux réserves de liquidités de la SFIEO.

Si les taux d'intérêt étaient supérieurs ou inférieurs de 100 points de base et que toutes les autres variables étaient constantes, les intérêts de la SFIEO sur la dette pour l'exercice clos le 31 mars 2025 auraient augmenté/diminué de 19 millions de dollars (8 millions de dollars en 2024) et auraient eu une incidence de 15 millions de dollars (19 millions de dollars en 2024) sur le cumul des gains (pertes) de réévaluation.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que la SFIEO ne soit pas en mesure de rembourser sa dette à court terme actuelle. Comme l'explique la note 13, la SFIEO est subordonnée aux emprunts faits par la province pour financer sa dette échue et pour couvrir toute insuffisance de liquidités, et au paiement par OPG de ses effets à recevoir.

Le tableau qui suit indique les dates d'échéance des instruments dérivés de la SFIEO en cours au 31 mars 2025, en fonction du montant théorique des contrats. Les montants théoriques représentent le volume des contrats en cours; ils ne sont indicatifs ni des risques de crédit ou de marché ni des flux de trésorerie réels.

<u>Exercice financier</u>	<u>Montant (en millions de dollars)</u>
2026-2027	423 \$
2027-2028	177
2035-2036	53
Total – Montants théoriques	653 \$

Risque de crédit

Le recours à des instruments dérivés entraîne un risque de crédit découlant du défaut éventuel par l'une des parties de remplir ses obligations aux termes des contrats, dans les cas où la SFIEO a des gains non réalisés. Le tableau ci-après présente le risque de crédit lié au portefeuille d'instruments dérivés, mesuré selon la valeur de remplacement des instruments dérivés, au 31 mars 2025.

Risque de crédit (en millions de dollars)	2025	2024
Risque de crédit brut	5 \$	9 \$
Moins : compensation	(5)	(9)
Risque de crédit net	0 \$	0 \$

La SFIEO gère le risque de crédit lié aux instruments dérivés en traitant uniquement avec des contreparties qui ont une bonne cote de crédit et en s'assurant régulièrement du respect des limites de crédit. En date du 31 mars 2025, les seuls dérivés détenus par la SFIEO sont des produits de la province de l'Ontario. La SFIEO a conclu des contrats avec la province, ce qui lui permet de régler les instruments dérivés sur la base de solde net en cas de défaut.

Note 10 : Paiements tenant lieu d'impôts

(en millions de dollars)	2025	2024
Impôts sur les sociétés	154 \$	254 \$
Impôts fonciers	16	16
Total – Paiements tenant lieu d'impôts	170 \$	270 \$

Note 11 : Éventualités

La SFIEO peut, de temps à autre, être partie prenante dans diverses poursuites judiciaires découlant de la conduite normale des affaires. Dans certains cas qui concernent l'ancienne Ontario Hydro avant la création de la SFIEO, le 1^{er} avril 1999, OPG ou Hydro One doit indemniser la SFIEO de toutes obligations issues des poursuites. Pour ce qui est des obligations qui resteraient à la charge de la SFIEO et des poursuites dont il est impossible de déterminer le résultat et le règlement à l'heure actuelle, il sera tenu compte de ces règlements, le cas échéant, dans la période au cours de laquelle ils ont lieu.

Note 12 : Opérations entre apparentés

La province de l'Ontario est un apparenté comme c'est l'entité qui contrôle la SFIEO. L'Office ontarien de financement fournit des services de gestion courante à la SFIEO selon le principe de la récupération des coûts pour un montant de l'ordre de 4,2 millions de dollars (4,1 millions de dollars en 2024). Le ministère des Finances fournit des services de perception et de production de rapports à la SFIEO selon le principe de la récupération des coûts pour un montant de l'ordre de 1,7 million de dollars (1,7 million de dollars en 2024).

De plus, les opérations entre apparentés concernent :

- a) La province de l'Ontario – les montants payables par la province (sommes à recouvrer de la province) en vertu de l'article 91.2 de la Loi (transfert de l'impôt provincial sur les sociétés) sont présentés à la note 5. Les effets à recevoir de la province sont déclarés à la note 6. La dette détenue et garantie par la province est mentionnée à la note 8;
- b) Ontario Power Generation Inc. – les paiements tenant lieu d'impôts de 122 millions de dollars (239 millions de dollars en 2024) et la redevance sur le revenu brut de 226 millions de dollars (220 millions de dollars en 2024) sont inscrits sur l'état des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé. Les montants dus à OPG au titre des paiements tenant lieu d'impôts sont mentionnés dans la note 7. Le prêt à recevoir d'OPG est présenté à la note 6.
- c) Hydro One Inc. – les paiements tenant lieu d'impôts fonciers de 2 millions de dollars (2 millions de dollars en 2024) font partie des paiements tenant lieu d'impôts inscrits à l'état des résultats exploitation et de l'évolution du déficit accumulé.

Note 13 : Dépendance financière

La SFIEO dépend d'emprunts faits par la province pour financer sa dette échue et pour couvrir toute insuffisance de liquidités, et du paiement par OPG de ses effets à recevoir.

Note 14 : Données comparatives

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés afin de se conformer au mode de présentation des états financiers adopté pour l'exercice en cours.

Note 15 : Changements aux conventions comptables en matière de paiements tenant lieu d'impôts

Au cours des exercices antérieurs, la SFIEO a comptabilisé les paiements tenant lieu d'impôts liés à l'impôt sur les sociétés en fonction des acomptes provisionnels reçus d'OPG et des services municipaux d'électricité. Les différences entre les acomptes et la cotisation fiscale qui entraînent un trop-perçu ou un moins-perçu d'impôts sont comptabilisées comme une modification de l'estimation au cours de la période où on en prend connaissance. La SFIEO a modifié ses conventions comptables, conformément à ce qui est décrit dans la note 2, afin de prendre en considération les cotisations fiscales lors de la détermination des recettes fiscales. Les trop-perçus ou les moins-perçus d'impôts sont comptabilisés comme une augmentation ou une diminution des revenus et comme un impôt à recevoir ou à rembourser. Ce changement apporté aux conventions comptables a été adopté rétrospectivement. Le retraitement des exercices précédents a l'effet suivant :

(en millions de dollars)	31 mars 2024 Précédemment déclaré	Changement aux conventions comptables	31 mars 2024 Retraité
Effet sur l'état de la situation financière			
Comptes débiteurs	243 \$	(222) \$	21 \$
Comptes débiteurs et charges à payer	12	121	133
Déficit d'exploitation accumulé	(2 785)	(343)	(3 128)
Déficit accumulé	(2 806) \$	(343) \$	(3 149) \$
Effet sur l'état des résultats d'exploitation et de l'évolution du déficit accumulé			
Paiements tenant lieu d'impôts	308 \$	(38) \$	270 \$
Excédent d'exploitation	379	(38)	341
Déficit d'exploitation accumulé, au début de l'exercice	(3 164)	(305)	(3 469)
Excédent d'exploitation accumulé, à la fin de l'exercice	(2 785) \$	(343) \$	(3 128) \$
Effet sur l'état de l'évolution de la dette nette			
Dette nette, au début de l'exercice	(3 210) \$	(305) \$	(3 515) \$
Excédent d'exploitation	379	(38)	341
Dette nette, à la fin de l'exercice	(2 806) \$	(343) \$	(3 149) \$
Effet sur l'état des flux de trésorerie			
Trésorerie au début de l'exercice	- \$	- \$	- \$
Flux de trésorerie nets provenant des activités de fonctionnement :			
Excédent d'exploitation	379	(38)	341
Diminution/(augmentation) des comptes clients	34	(31)	3
Diminution/(augmentation) des comptes débiteurs et charges à payer	5	69	74
Trésorerie, à la fin de l'exercice	25 \$	- \$	25 \$

Autres sources d'information

Sur Internet

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

www.oefc.on.ca

Office ontarien de financement

<http://www.ofina.on.ca/>

Ministry of Finance

<http://www.ontario.ca/fr/page/ministere-des-finances>

Ministère de l'Énergie et des Mines

<http://www.ontario.ca/fr/page/ministere-de-lenergie>

Ontario Power Generation Inc.

www.opg.com

Hydro One Ltd.

www.hydroone.com

Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité

www.ieso.ca

Office de la sécurité des installations électriques

www.esasafe.com

Demandes de renseignements

Pour obtenir des renseignements généraux et d'autres exemplaires du présent rapport annuel, veuillez communiquer avec la SFIEO : Téléphone : 416 325-8000

Adresse électronique : investor@oefc.on.ca

1, rue Dundas Ouest, bureau 1200 Toronto (Ontario)

M7A 1Y7

Canada

Téléphone : 416 325-8000 investor@oefc.on.ca

www.oefc.on.ca

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario ISSN 1492-7578

Ce rapport annuel est également disponible en anglais
